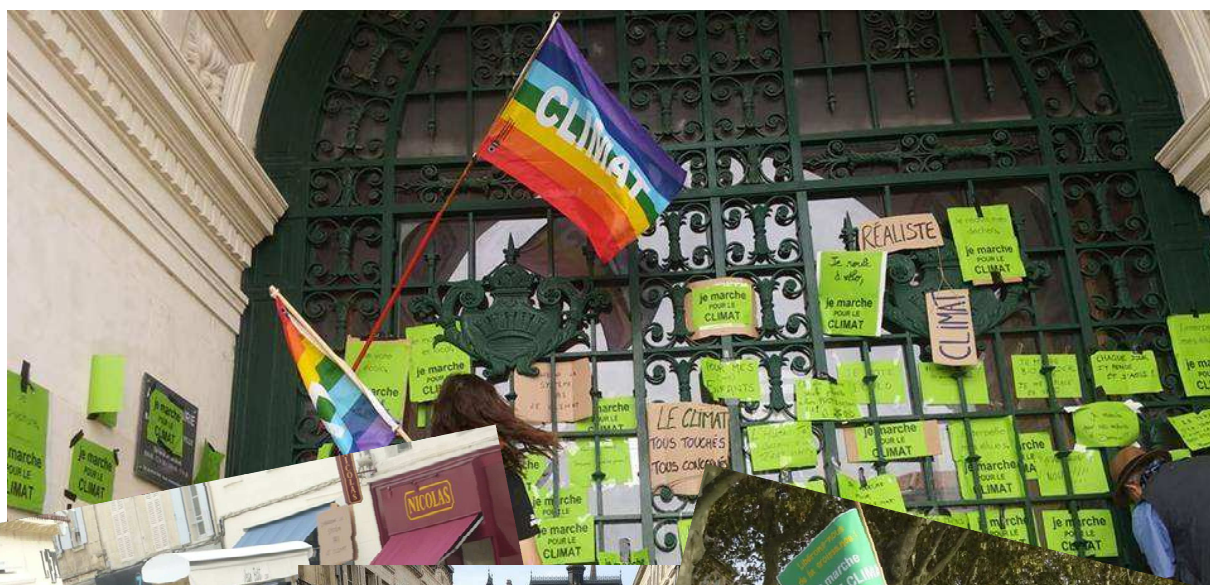


Marche Pour le Climat Niort

Marche du 13 octobre 2018

La Parole aux Citoyens



Marche Pour le Climat Niort

Marche du 13 octobre 2018

La Parole aux Citoyens

Le dernier rapport du Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'évolution du Climat (GIEC) a été publié le lundi 8 octobre 2018*. Ses conclusions ne sont pas une surprise... mais elles sont glaçantes. Il rappelle la nécessité d'agir, vite et collectivement, pour limiter les effets du changement climatique.

L'objectif est clair : contenir le réchauffement à 1,5° plutôt qu'à 2°C afin d'en limiter les impacts dévastateurs sur la biodiversité et les populations, notamment celles des pays les plus pauvres. Les scientifiques alertent « *qu'au rythme actuel, nous allons atteindre les 1,5°C entre 2030 et 2050* ». Il ne s'agit donc pas d'une situation que nous laissons aux « générations futures » mais que nous allons vivre et que nous ferons subir à nos enfants. Nous sommes la dernière génération à pouvoir agir !

Mais malgré l'urgence, les efforts faits sont très insuffisants. En France, les émissions de CO₂ sont même reparties à la hausse en 2017 malgré les nombreuses alertes scientifiques et les sempiternelles promesses de l'état d'agir. Au niveau local, les émissions sur le territoire de la CAN sont bien au-dessus de la moyenne nationale (7,5 t eq CO₂/habitant/an pour la CAN, contre 6,9 t eq CO₂/habitant/an au niveau national (données 2014). Cette trajectoire ne nous permettra pas de respecter les engagements nationaux pris lors de l'accord de Paris de 2015.

Ce constat d'alerte appelle des changements sans précédents, une transition rapide et globale, afin de **réduire nos émissions de gaz à effet de serre de 45% d'ici 2030** et pour **atteindre zéro émission nette en 2050**. Les prochaines années seront les plus importantes de notre histoire. Nous devons être à la hauteur.

Le samedi 13 octobre, plus de 700 citoyens se sont mobilisés à Niort afin de manifester leur volonté de voir apparaître un monde neuf, de montrer que la lutte contre le dérèglement climatique nous concerne tous et doit être au centre de nos priorités et de celles de nos dirigeants.

Lors de cette marche, les participants ont été appelés à se prononcer sur trois questions ;

- 1) En quoi suis-je concerné ?
- 2) Que puis-je faire à mon échelle ?
- 3) Qu'est-ce que j'attends de mes élus locaux ?

Ce rapport rend compte de cette parole donnée aux citoyens qui ont participé à la Marche pour le Climat de Niort du 13 octobre 2018.

Nous vous en souhaitons une bonne lecture !

Le collectif Marche pour le Climat Niort

*« *Global warming of 1.5°C* ». *Intergovernmental Panel on Climate Change*

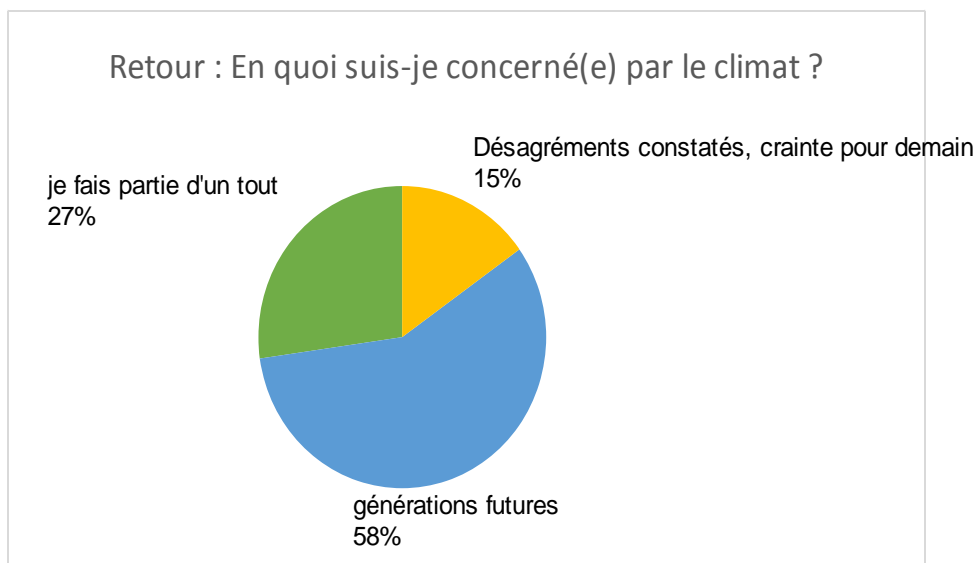
Question 1 : En quoi ça me concerne ?

(67 contributions)

La prise de conscience des citoyens sur les enjeux environnementaux et climatiques grandit depuis le Sommet de la terre de 1992. Aujourd'hui, même pour les moins sensibles à la thématique environnementale, difficile de ne pas avoir déjà au moins entendu parler et de s'être interrogé sur ce qui fait maintenant quotidiennement notre actualité : effondrement de la biodiversité, déforestation, pollution de l'air, de l'eau et des sols, fonte des glaciers, déchets flottants dans l'océan... !

Pourquoi s'inquiéter d'une montée des eaux de quelques centimètres ? Que dire de l'augmentation du climat de quelques dixièmes de degrés ? Nous avons donc demandé aux citoyen.ne.s en quoi ils se sentaient concernés dans leur vie quotidienne par ces enjeux climatiques :

Trois grandes thématiques ressortent :



« Je ne suis pas éternel, qu'est-ce que je vais laisser derrière moi ? »

La prise de conscience est claire de la part des contributeurs et contributrices : l'enjeu concerne l'avenir de l'humanité toute entière. La pensée individuelle et court-termiste est interrogée. Ainsi, **58 % des personnes qui ont répondu se sentent concernés par le changement climatique via les générations futures** et le quotidien de la civilisation de demain. Quel avenir pour nos enfants ? Quelle alimentation demain ? Y aura-t-il encore de l'eau au robinet ? Quels impacts aura la disparition de la biodiversité ? Les contributions insistent sur le fait que chaque politique mise en place aujourd'hui aura ses conséquences sur l'avenir.

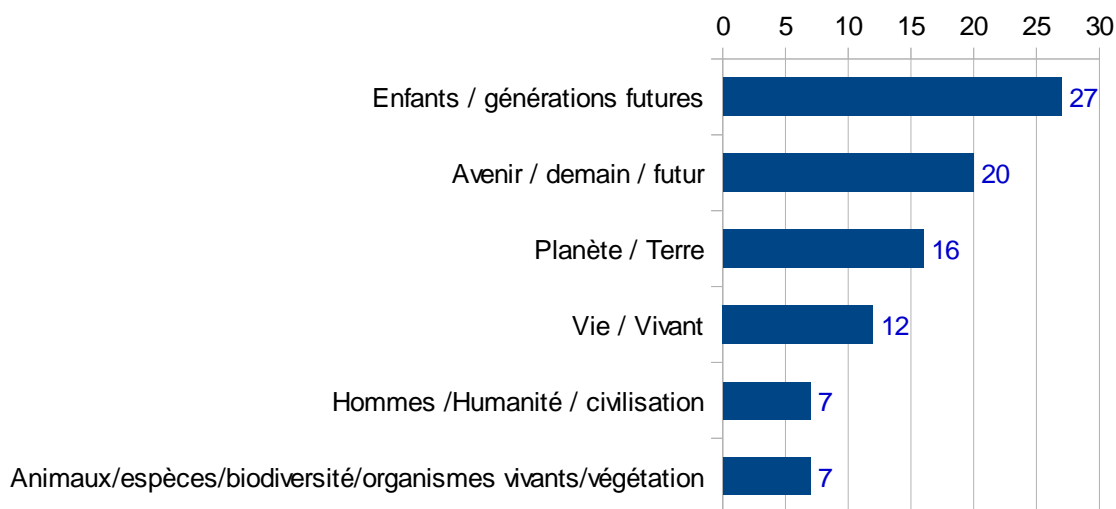
« Je fais partie d'un tout »

La marche pour le climat nous montre que les citoyens ont déjà bien conscience **qu'ils font partie d'un tout. 27 % des contributions relèvent de cette idée.** Les risques climatiques concernent toute la planète. La médiatisation des catastrophes étant mondiale, cela renforce le sentiment de faire partie d'un grand ensemble, de la communauté toute entière du vivant. La prise de conscience que l'équilibre fragile des conditions permettant la vie peut être brisé est manifeste. Animaux, plantes, êtres humains, l'air que nous respirons, l'eau que nous buvons, la nourriture nécessaire, tout cela est mis en péril.

Raisons personnelles face à un environnement en mutation

15 % des contributions font ressortir une forte inquiétude sur comment notre vie quotidienne est impactée aujourd'hui et le sera demain : chaleur, pollution, manque d'eau, problèmes de santé... La question du dérèglement climatique, les bouleversements qu'il implique à toutes les échelles n'est plus question de projection mais bien d'une réalité vécue.

Le sentiment d'être concerné en mots-clés

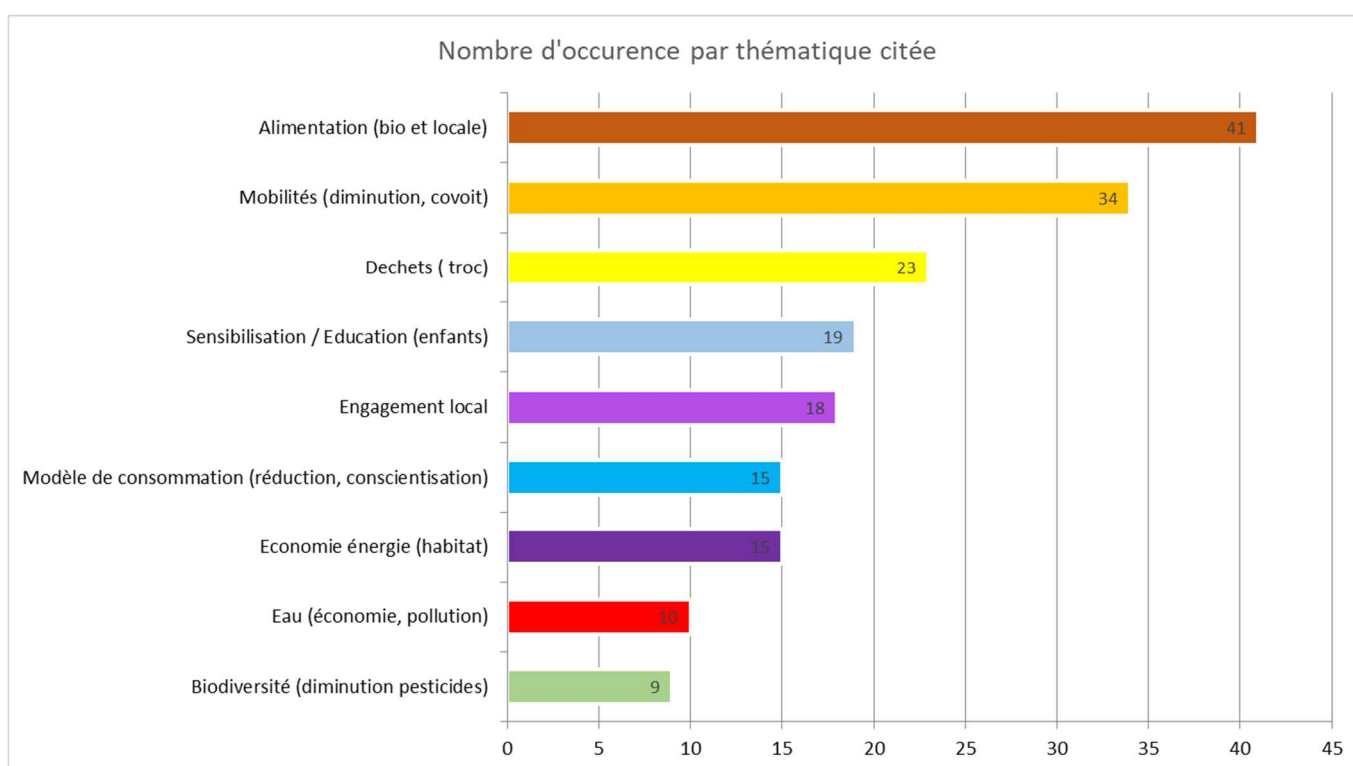


Question 2 : Que puis-je faire à mon échelle ?

(182 contributions)

Le climat est en train de changer et les impacts de ce changement vont avoir des répercussions sur notre mode de vie, l'accès à l'énergie, aux ressources, à l'eau... Réduire les émissions de gaz à effet de serre est primordial. Pour y parvenir, nous devons modifier nos comportements et nos modes de vie. Avec des mesures modestes mais efficaces, les citoyens peuvent contribuer à l'adaptation de nos sociétés au réchauffement mais aussi à la réduction des émissions de GES.

Lors de la Marche pour le Climat de Niort, 182 contributions ont été déposées qui répondent à la question « **Que puis-je faire à mon échelle ?** ». Celles-ci se répartissent en 9 thématiques : l'alimentation, la mobilité, les déchets, la sensibilisation, l'engagement local, notre modèle de consommation, énergie et habitat, l'eau et la biodiversité.



Alimentation et agriculture

L'alimentation et l'agriculture représentent environ 20% des émissions de gaz à effet de serre des Français. C'est le deuxième plus important secteur émetteur de GES. Les causes :

- la production agricole sur le territoire français (élevage, épandage d'engrais azotés, serres et engins agricoles, etc.).
- le système alimentaire français (transformation alimentaire, commerce des biens alimentaires, emballages et gestion des déchets, transports et réfrigération).

Les contributions citoyennes

La thématique de l'alimentation et son impact sur le réchauffement climatique ressort en premier dans les contributions des participants, avec **23% des contributions**.

Pour réduire l'impact de notre alimentation, les propositions suivantes ont été faites :

- manger local et bio (44%)
- réduire la consommation de protéines animales (viande et produits laitiers) (37%)
- passer à une production autonome. (19%)

Quelques repères...

Il est important de réduire les émissions liées à notre consommation alimentaire à travers nos choix sur la qualité, la quantité, le type de produits, ainsi que sur leur provenance.

Les systèmes agricoles et alimentaires les plus écologiques (utilisant peu de produits chimiques, autonomes, bio, etc.) sont moins émetteurs de gaz à effet de serre.

La consommation de viande émet plus de GES que celle des aliments végétaux. Un faible mangeur de viande (50 g par jour) émet 1,5 fois moins de gaz à effet de serre qu'un gros mangeur de viande (100 g par jour). Un végétarien émet près de 2 fois moins.

Mobilité

Le secteur des transports représente 27% des émissions de gaz à effet de serre en France (la moitié est due à la voiture individuelle). C'est le premier secteur émetteur de GES et donc un gisement important pour réduire nos émissions et la pollution atmosphérique.

Les contributions citoyennes

Cette thématique est la deuxième qui ressort des contributions citoyennes avec 33 propositions (**18%**) :

- appel à la diminution de l'utilisation de la voiture, surtout pour les trajets courts (21%)

Et son corollaire : une invitation à se reporter vers les modes de transports non polluants :

- favoriser le vélo (50%)
- favoriser la marche à pieds (18%)

Pour 11% des participants, il faut faire appel aux transports en commun.

Quelques repères...

Selon la loi de transition énergétique pour la croissance verte, pour limiter le réchauffement climatique à 2°C il faut réduire nos émissions à 2 tonnes CO₂ eq par habitant pour l'ensemble des secteurs d'activités. Hors aujourd'hui les transports représentent à eux seuls un peu plus de 2 tonnes CO₂ eq par habitant. Nous ne sommes pas dans les clous !

Déchets

Avec 4% des émissions de GES, les déchets représentent le dernier secteur émetteur de GES en France.

Chaque année en France, 345 millions de tonnes de déchets sont collectées, majoritairement par camion, pour être transportées vers des centres de traitements. Cela représente 460 kg de déchets ménagers par habitant (donnée 2013).

Les contributions citoyennes

La thématique des déchets a été reprise par **16% des participants** comme étant un moyen de réduire nos émissions de GES.

Ce sont les mesures de prévention qui ont dominées en représentant 95% des contributions sur cette thématique.

- Pour 70% des contributions il s'agit de prévenir ou limiter la production de déchets
- Pour 25% des contributions, la prévention passe par l'incitations au troc, à l'achat d'occasion et à la récupération

Pour 5% des contributions, il faut améliorer le recyclage. Une contribution intéressante met en avant la mise en place de consignes pour le verre.

Quelques repères...

Près des 2/3 de nos déchets sont brûlés ou enfouis en installation de stockage. La mise en « décharge » des déchets représente à elle seule 16 % des émissions de méthane en France, un gaz 25 fois plus réchauffant que le CO₂. L'incinération rejette chaque année l'équivalent des émissions de CO₂ de 2,3 millions de voitures par an.

La clé pour réduire ces émissions repose sur la prévention car pour le climat aussi, le meilleur déchet est celui qu'on ne produit pas !

La sensibilisation et l'éducation

Il y a souvent une méconnaissance des causes et des conséquences du changement climatique et des moyens pour s'en prémunir. Alors même que c'est un vrai sujet de préoccupation pour le grand public.

Les contributions citoyennes

L'importance de l'information et la sensibilisation ont représentées **11% des contributions**. Cette sensibilisation doit se faire :

- autour de soi (amis, voisins) (65%)
- auprès des jeunes (enfants, écoliers) (15%)
- par une prise de conscience personnelle (15%)

On note une mise en garde envers les messages trop anxiogènes et la mise en avant d'un discours plus « écolo-positif ».

Et nous pouvons peut-être résumer le tout par cette contribution : « Seul on va vite, ensemble on va loin. »

Quelques repères...

Selon une étude de l'ADEME une information claire et la proposition de pistes d'action préparent et aident la population :

- A comprendre le changement climatique et ses conséquences ;
- A participer au changement des comportements ;
- A s'adapter aux conditions de vie nouvelles qui se mettent en place.

L'Engagement Local

De nombreuses dynamiques collectives et citoyennes existent déjà pour agir ensemble afin de réduire notre impact sur le climat. Il s'agit donc de soutenir celles qui existent déjà et de créer celles qui font défaut.

Les contributions citoyennes

La nécessité d'un engagement local de tout un chacun afin de réduire notre impact sur le climat est affirmé dans les **contributions (10%). Il est important de :**

- soutenir les initiatives locales telles que le Repair Café, les friperies, la recyclerie, ... (34%) ;
- rejoindre, voir créer, des associations militantes ou des groupes de réflexions sur la thématique du changement climatique (25%) ;
- remettre au goût du jour la mise en place d'une monnaie locale (25%) ;
- faire un choix politique en cohérence avec les enjeux (en tant qu'électeur, en tant que candidat) (16%).

Changer notre modèle de consommation

Pour nous permettre de lutter contre le changement climatique, il est nécessaire de modifier nos modes de vie, notre façon de consommer au quotidien.

Les contributions citoyennes

8% des contributions ont mis en avant la nécessité de changer notre mode de consommer afin de limiter le changement climatique :

- réduire notre consommation, en étant vigilant et en limitant le gaspillage (38%) ;
- modifier notre comportement en consommant responsable, : acheter des produits naturels, boycotter les entreprises et organismes qui ont des activités climaticides, se poser la question de l'origine du produit et de son mode de fabrication. (62%)

Énergie et bâtiment

La part du bâtiment dans les émissions de gaz à effet de serre est de 19%. Ce pourcentage grimpe à 27% si on prend en compte les émissions associées à la production d'électricité et au chauffage urbain.

La réduction des consommations d'énergie liées aux bâtiments (résidentiel et tertiaire) est donc l'une des clés pour atteindre nos objectifs d'efficacité énergétique et de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Les contributions citoyennes

Pour **8% des contributions**, il faut agir sur la consommation d'énergie chez soi.

- Pour 60% des contributions, cela passe par une réduction de la consommation ; réduction ou interdiction de la climatisation, baisse de la température de chauffage, amélioration de l'isolation, en faisant attention à éteindre les lumières.
- Pour 20% des contributions, il s'agit de produire sa propre électricité ; en passant aux énergies renouvelables, en créant un projet de production d'énergie renouvelable citoyenne en partenariat avec les collectivités locales.
- Pour 20% des contributions, il convient de changer de fournisseur ; coopérative Enercoop,..

Quelques repères...

À elles seules, nos importations de pétrole, charbon et gaz coûtent aujourd'hui plus de 1000€ par Français et par an. Le développement des énergies renouvelables sur le territoire français allégerait donc cette facture et sécuriserait notre accès à l'énergie.

La précarité énergétique, c'est-à-dire la difficulté voire l'incapacité à pouvoir chauffer correctement son logement, touche déjà près de 20 % des ménages en France. Pour lutter efficacement contre ce phénomène la France et les collectivités doivent investir largement dans la rénovation énergétique des logements occupés.

L'Eau

Le GIEC a établi plusieurs scénarios d'augmentation des températures, plus ou moins marquée selon les territoires. Le réchauffement climatique aura des conséquences directes sur les températures des sols, de l'air et de l'eau, mettant gravement en danger la disponibilité de la ressource en eau.

Les contributions citoyennes

Pour **6% des contributions**, la problématique de l'eau a été soulevée. Elles mettent en avant la nécessité de réduire notre consommation quotidienne :

- En mettant en place des moyens techniques pour réduire la consommation d'eau (récupération de l'eau de pluie, toilettes sèches) (50%) ;
- En étant être vigilant sur notre consommation et d'éviter le gaspillage (30%).

20% des contributions ont signalé la nécessité de faire opposition aux projets de réserves de substitution et l'agriculture intensive.

Quelques repères...

Selon le GIEC, à chaque degré supplémentaire, environ 7% de la population mondiale perdrait au moins 20% de ses ressources en eau renouvelable. D'ici 2030, le monde devra ainsi faire face à un déficit en eau de 40% si rien n'est fait pour contenir le réchauffement.

Cette année, Niort a connu un mois de septembre très sec, avec un déficit de pluviométrie de plus de 80%. Le mois d'août avait déjà été très sec avec un déficit de pluviométrie de 50%. Dans les années à venir de grandes tensions sont à prévoir sur le partage de la ressource eau. Selon le SEV, qui produit l'eau potable sur Niort, les ressources en eau pourraient connaître des ruptures d'ici 30 à 50 ans.

La Biodiversité

Le réchauffement climatique perturbe et menace le monde du vivant : perturbation des écosystèmes, acidification des océans, suppression d'espèces ou au contraire prolifération d'autres.

Les contributions citoyennes

La thématique de la biodiversité a été retenue par **5% des contributions** comme étant un enjeu majeur dans la lutte pour le climat :

- Il s'agit de ramener plus de nature en ville (arbre en ville, terrains végétalisés, trottoir à adopter, ...) (40%) ;
- Il faudrait réduire notre utilisation de pesticide chez soi (30%) ;
- Il faut revoir le mode de production agricole (permaculture, engrais naturels, meilleure gestion des prairies en pâturage, ... (30%).

Quelques repères...

Selon le rapport du GIEC, avec une augmentation de 2°C, nous pourrions perdre la moitié de l'habitat naturel de 8% des vertébrés, de 18% des insectes et de 16% des plantes.

Selon le chercheur du CNRS Vincent Bretagnolle, nous avons déjà perdu 80% des insectes en Europe depuis trente ans, notamment dû à l'intensification des pratiques agricoles et au recours aux pesticides.

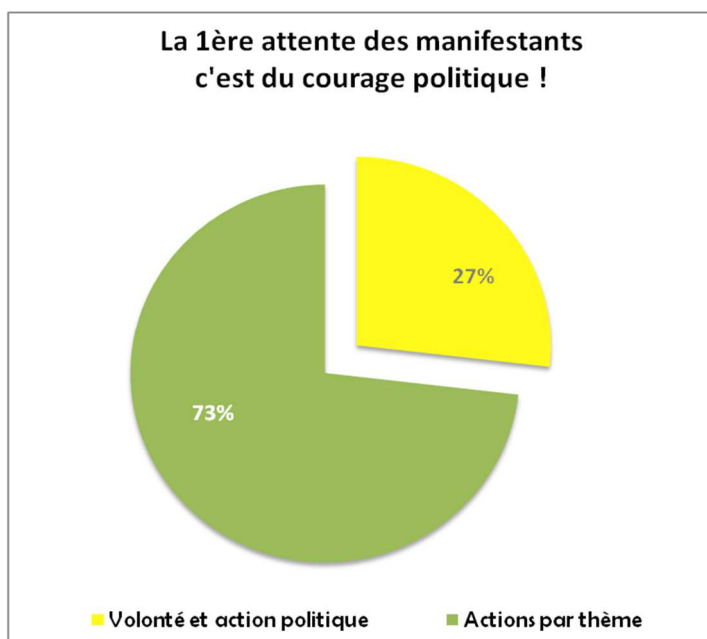
Au niveau national, seulement la moitié des milieux humides (52%) et moins de la moitié des eaux de surface (43%) sont en bon état. Et nous avons perdu un tiers des populations d'oiseaux en quinze ans et 46% des populations de chauves-souris entre 2006 et 2014.

Question 3 : Ce que j'attends de mes élus locaux ?

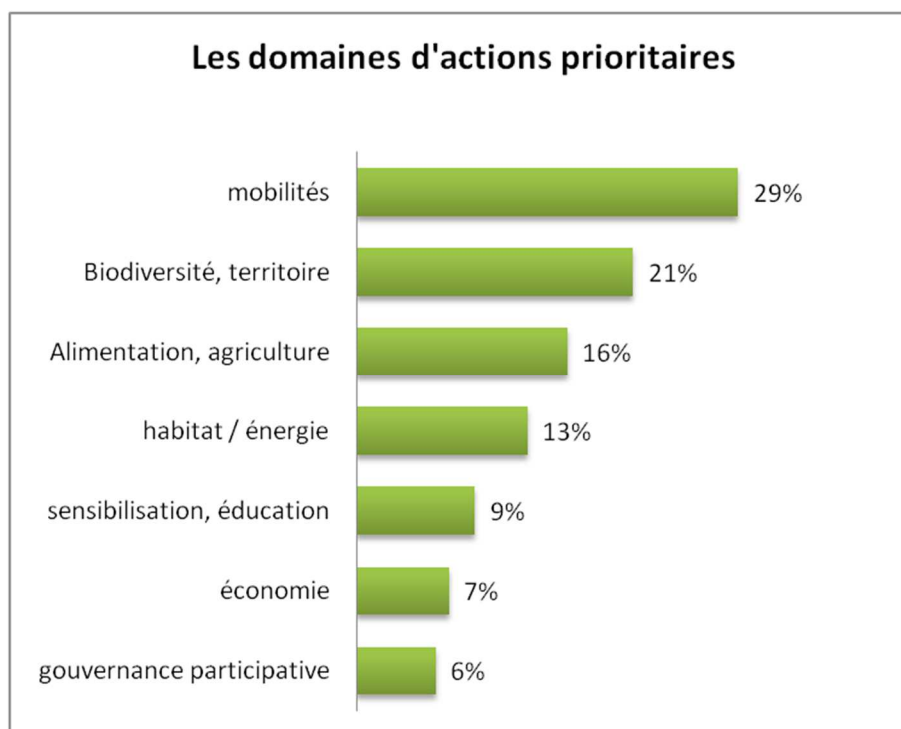
(138 contributions)

Les personnes qui se sont exprimées attendent des élus locaux : de la volonté politique, des choix forts, assumés, une transversalité de la question écologique, des actes pour entrer en transition sur les thématiques qui touchent aux différentes questions écologiques.

Au-delà du fond, c'est ainsi avant tout une question de méthode et d'engagement qui est attendue des élus. 27 % (soit près d' 1/3) des contributions s'attachent à ce point avant toute question de fond ou thématique.



101 contributions (73%) abordent un sujet de fond, un domaine d'action que les participant.e.s à la marche pour le Climat estiment prioritaire et dont devraient se saisir les élus :



Mobilité

Les contributions citoyennes

Pour 29% des contributions il s'agit de : développer et repenser l'offre de transport en commun, notamment des axes structurants reliant les zones économiques, favoriser le vélo et de véritables pistes cyclables protégées. Création de parkings relais en périphérie afin de réduire la voiture dans le centre. Autobus à faibles émissions.

Quelques repères...

L'objectif de la Stratégie Nationale Bas-Carbone de 2015 est de diminuer de 29% les GES attribuable aux transports d'ici 2028 et de 70% d'ici 2050.

Les villes se mobilisent ! Rennes métropole a pour objectif de passer toute la flotte des 280 bus du réseau Star de Rennes métropole du diesel à l'électrique d'ici 2030. Ce défi répond à deux principaux enjeux urbains : environnementaux et sonores (les bus électriques étant silencieux).

A Dunkerque, un réseau cyclable avec des aménagements dédiés (bande, piste, voie verte) est désormais présent sur les axes importants (200 km d'itinéraires). La modération de la circulation automobile a été favorisée en développant des zones de rencontre (zones de circulation apaisée intermédiaire entre aire piétonne et zone 30,) ainsi que des zones à 30 km/h.

Biodiversité

Les contributions citoyennes

Pour 20% des contributions il s'agit de : préserver la biodiversité en interdisant les pesticides sur le territoire, aider les agriculteurs à sortir du conventionnel, moins urbaniser, laisser plus de zones enherbées, laisser se développer la végétation dans la ville, avoir une vraie politique de l'Arbre en Ville, développer les jardins dans les écoles, jardins familiaux, sensibiliser à la permaculture, arrêter les projets d'étalement urbain, penser différemment l'aménagement du territoire, préserver les terres agricoles. Préserver l'eau, les rivières, ne pas privatiser la ressource (bassines), gestion publique de l'eau. Préserver la faune et sa diversité.

Quelques repères...

Malgré les engagements internationaux, européens, nationaux et locaux, la biodiversité décline fortement. Les objectifs fixés par la France dans sa Stratégie Nationale pour le Biodiversité (stopper la perte de biodiversité d'ici à 2010) n'ont pas été atteints.

Le plan biodiversité de 2018, lancé par Nicolas Hulot, a pour ambition d'arrêter l'érosion de la biodiversité. Entre autres mesures, il est question d'atteindre une moyenne comprise entre 1 arbre pour 4 habitants et 1 arbre pour 10 habitants dans les villes. Il s'agit aussi de lutter contre l'artificialisation des milieux pour atteindre l'objectif de zéro artificialisation nette. 66 000 ha de milieux naturels et terrains agricoles ont été artificialisés chaque année entre 2006 et 2015. Cela équivaut à un département comme la Loire-Atlantique tous les 10 ans.

Les villes se mobilisent ! Besançon a été élue capitale de la biodiversité en 2018. La ville a repensé la place des pollinisateurs sauvages. 200 ha de parcs et espaces verts ont été créés dont 12 sites labellisés Eco-jardins. Elle y développe le semis et la plantation de végétaux locaux favorables à l'entomofaune ainsi que des chantiers participatifs.

La ville de Mouans-Sartoux a été récompensée pour sa démarche globale de planification urbaine : la transformation de son espace public de centre-ville avec la création et la végétalisation de nouvelles allées piétonnes pour faciliter les mobilités inter-quartiers, des parcs naturels urbains en centre-ville, la forêt communale, des jardins familiaux, des inventaires citoyens.

Alimentation, agriculture

Les contributions citoyennes

Pour 16% des contributions il faudrait : développer une alimentation bio, locale, ceinture maraîchère, tendre vers une souveraineté alimentaire, notamment dans les écoles, introduire des repas végétariens, lutter contre le gaspillage alimentaire, travailler avec les agriculteurs pour éliminer pesticides et autres épandages toxiques et les accompagner pour changer de modèle, respecter le bien-être animal.

Quelques repères...

Selon la Stratégie Bas-Carbone de 2015, il convient de réduire les émissions agricoles de plus de 12% d'ici 2028 et de 48% d'ici 2050 grâce notamment au projet agroécologique.

Les villes se mobilisent ! Mouans-Sartoux propose aux enfants une restauration scolaire respectueuse de la santé et de l'environnement. Les repas sont 100 % bio depuis 2012, et constitués à 100 % de produits locaux. Pour permettre un passage au bio à coût constant, la ville a réduit le gaspillage alimentaire de 82%. 85% des aliments proviennent de 6 hectares dévolus au maraîchage en régie agricole municipale.

Énergies

Les contributions citoyennes

Pour 13% des contributions il convient d'être acteur de la transition énergétique, de produire et consommer des énergies renouvelables (photovoltaïque sur bâtiments publics, développement des éoliennes, etc), éclairage solaire / à LED.

Penser l'énergie c'est aussi et surtout penser la réduction des consommations d'énergie : sensibiliser et agir pour les économies d'énergies, plus d'aides à l'isolation des logements, obligation d'isolation pour les bailleurs, normes de rénovation et de construction des logements (solaire, récupération d'eau), exemplarité de la construction publique.

Quelques repères...

Selon la Stratégie Nationale Bas-Carbone, il faudrait réduire les émissions dans le secteur du bâtiment de 54% d'ici 2028 et d'au moins 86% à l'horizon 2050.

Parallèlement, il faudra baisser de 28% la consommation énergétique à l'horizon 2030 par rapport à 2010. L'objectif est d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050. Ceci passera par une augmentation de la part des énergies renouvelables à 23% en 2020 et à 32% en 2030.

Les villes se mobilisent ! La ville de Mérignac fait appel à un fournisseur d'énergie renouvelable pour tous ses bâtiments communaux.

L'association Citoyens en Réseau pour des Enr en Nouvelle Aquitaine (CIRENA) a été initié en 2014. Sous son impulsion, des sociétés sont créées un peu partout sur le territoire par des groupes d'habitants moteurs. Leur objectif : que 15 % de la production d'énergie de source renouvelable soient aux mains des citoyens des collectivités territoriales et des acteurs économiques locaux d'ici à 2030. A Poitiers, le SCIC Poitou Energie Citoyennes a vu le jour en 2017 et a pour projet d'équiper en photovoltaïque le site Les Usines Nouvelles à Ligugé.

A la Chapelle-Montreuil (86), un parc éolien a vu le jour grâce au co-investissement des habitants qui détiennent 20% du capital du parc via Énergie Partagée.

Sensibilisation, éducation

Les contributions citoyennes

Pour 8% des contributions la sensibilisation et l'éducation sont indispensables : sensibiliser la population aux pratiques écologiques (à l'école, dans la rue, chez soi, etc...), Inciter, puis obliger au tri sélectif des déchets, développer si besoin une police de la propreté.

Quelques repères...

Selon le Plan Biodiversité de 2018, l'éducation des plus jeunes et la formation tout au long de la vie sont des leviers puissants pour renforcer la prise en compte de la biodiversité dans toutes les activités humaines

Les villes se mobilisent ! Besançon a développé un vaste programme d'animation et d'éducation à la nature pour les habitants et les scolaires.

Créé en 2016 à l'initiative de Brest métropole, le réseau des « Citoyens du Climat » regroupe des personnes habitant, étudiant ou travaillant sur le territoire métropolitain et qui souhaitent participer activement à la transition énergétique de leur territoire. Ces citoyen.ne.s du climat suivent une session de formation pour perfectionner leurs connaissances aux enjeux énergie-climat : comprendre un plan climat, découvrir le dispositif Tinergie (dispositif d'aide à la rénovation énergétique), animer un stand sur les éco-gestes, etc.

Économie

Les contributions citoyennes

Pour 7% des contributions il faudrait : taxer les pratiques polluantes, mettre en place des régies publiques (eau, énergie, transport), promouvoir l'économie locale (production, distribution), que les collectivités investissent dans des sociétés (SEM, SCIC) de production d'énergie renouvelable.

Quelques repères...

Les villes se mobilisent ! A Limoges, une monnaie locale, le Lou Pelou, a été créée. Elle a pour objectif de redynamiser l'économie du territoire, de lutter contre la perte de lien social, de développer les circuits-courts, de soutenir des projets locaux pérennes et raisonnés, de réduire l'empreinte écologique. En Deux-Sèvres nous avons la Gatinelle.

Gouvernance participative

Les contributions citoyennes

Pour 6% des contributions une gouvernance participative est nécessaire : organiser des consultations citoyennes régulières, des échanges participatifs pour construire les projets, accompagner les initiatives citoyennes. Une autre gouvernance, c'est aussi penser l'écologie avant l'impératif économique dans les décisions quotidiennes comme dans les grands projets, augmenter l'importance des clauses environnementales dans les appels d'offre.

Quelques repères...

A Grande-Synthe (59), 500.000 €, soit 3% du budget d'investissement global, sont alloués à un budget participatif. Les projets sont proposés par les habitants et un vote citoyen a lieu afin de classer par ordre de préférence les 5 projets qu'ils souhaitent voir se concrétiser.

Conclusions

Limiter le réchauffement global à 1,5°C, c'est l'occasion de travailler ensemble pour une transition écologique juste, bénéfique pour toutes et tous. C'est appliquer des mesures qui nous permettront d'être en meilleure santé, de s'alimenter de manière plus saine et de respirer un air plus pur. C'est aussi un moyen de créer des emplois durables, de qualité et une occasion de repenser notre système de solidarité. C'est vivre dans un monde plus stable et plus sûr.

Les contributions des 700 participants à la Marche Pour le Climat de Niort montrent que les citoyens ne se sentent pas concernés et qu'ils ont des solutions concrètes à proposer et à mettre en œuvre. Il convient de partager ces propositions avec le plus grand nombre pour que chaque individu puisse agir à son niveau pour le climat.

Cependant, si la mobilisation citoyenne est déterminante pour atteindre l'objectif d'un réchauffement ne dépassant pas les 1,5°C, elle **sera insuffisante sans un engagement politique fort.** Les contributions faites lors de la marche du 8 octobre démontrent que les citoyens sont en attente de mesures concrètes et ambitieuses pour notre territoire.

Selon le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), 70% des actions d'atténuation seront prises au niveau local ! C'est dire que les collectivités, chacune à leur niveau, ont un rôle primordial à jouer. Les citoyens en sont bien conscients et **la volonté de travailler ensemble est là !**

La CAN est en train d'élaborer son Plan Climat Air-Energie Territoriale. C'est l'occasion de travailler en concert avec les citoyens pour produire un document à la hauteur des enjeux. Ce document sera la feuille de route de notre collectivité et de ses habitants pour les 6 prochaines années. Ensemble, définissons des objectifs concrets, crédibles, vérifiables qui pourront être évalués et mettons-y les moyens nécessaires. **Soyons, collectivement, à la hauteur des enjeux !**

Le 9 novembre, 2018

Le collectif Marche pour le Climat Niort

